

Dépenses gouvernementales

propre façon d'aborder les dépenses pour l'an prochain, qui consiste à couper uniformément les dépenses gouvernementales, est, en soi, une façon de se dégonfler, car il traite tous les programmes de la même façon, qu'ils soient bons ou mauvais. De l'avis du Nouveau Parti démocratique, ce n'est pas sérieux.

Si je saisis bien le message, les programmes relatifs à la santé et au bien-être, aux allocations familiales, aux pensions, à l'assurance-chômage, aux paiements de transfert et à toutes les dépenses qui concernent le gouvernement, seront touchés. Les domaines que je viens d'énumérer ne devraient pas être compris dans les restrictions générales. A notre avis, le gouvernement fait preuve d'inconscience en préconisant une réduction généralisée pour l'année prochaine.

Je voudrais parler de deux domaines précis où le gouvernement, dans son budget du printemps dernier et au cours de débats tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Chambre, a annoncé son intention d'économiser: les régimes d'assurance-hospitalisation et d'assurance-maladie. Nous ne sommes pas d'accord. Le gouvernement a prévenu les provinces qu'un plafond précis limiterait le financement de l'assurance-maladie et il a l'intention de se retirer graduellement du régime d'assurance-hospitalisation. Je ne peux imaginer pire moyen de s'en prendre à l'inflation que de le faire aux dépens de la santé des Canadiens. C'est ainsi que je comprends le message. Le gouvernement annonce qu'il réduira ses dépenses dans le domaine de l'assurance-maladie que tous au Canada considèrent sûrement comme un service humanitaire essentiel. Dans une société aussi opulente que la nôtre, procéder à des réductions dans un domaine essentiel comme l'hospitalisation et les soins médicaux est non seulement mauvais en principe mais c'est aussi une économie fautive à bien des égards. Permettez-moi de m'expliquer. Dans certains cas, un accroissement des dépenses dans le secteur médical pourrait à long terme entraîner une réduction des coûts. C'est ne voir pas plus loin que le bout de son nez que de prétendre que des coupures généralisées dans les dépenses médicales engendreront des économies à long terme.

● (1620)

Je félicite la province de Québec pour ses réalisations dans ce domaine. Elle a en un certain sens été à l'avant-garde du pays dans la mise sur pied de cliniques communautaires visant à remédier aux problèmes de santé. Cette solution est certainement bien meilleure du point de vue des coûts, sans parler de celui de la qualité humaine. L'argent consacré à l'établissement de cliniques communautaires partout au Canada aurait à long terme des effets bénéfiques évidents. A Saint-Gabriel-de-Brandon, par exemple, une clinique communautaire a constaté que les enfants de la ville contractaient sans fin une sorte d'infection ou de maladie de la peau. On les en «guérissait» chaque fois, mais c'était toujours à recommencer. Après avoir effectué des recherches sur la cause de cette affection, la clinique communautaire a découvert qu'elle était provoquée par une substance contenue dans l'eau dans laquelle se baignaient les enfants. On a procédé à l'épuration de l'eau, ce qui a eu pour effet d'enrayer l'infection dont souffraient les enfants de cette région et de réduire la demande de soins médicaux. Ce genre de clinique communautaire consacrée à la médecine préventive supprime les dépenses à longue échéance. Tout le secteur de la médecine préventive a besoin de plus d'argent, pas de moins. Nul doute que lorsqu'on s'occupe des conditions d'hygiène dans les usines et les mines, il est tout naturel qu'on veuille enrayer des maladies comme l'amiantose et le cancer. Il est plus sensé de dépenser de l'argent avant que

les gens ne contractent ces maladies qui, dans bien des cas, sont incurables.

La Saskatchewan est une autre province qui consacre des sommes substantielles à cette fin. Au lieu de dépenser l'argent à construire de somptueux hôpitaux, on a constaté qu'il était possible de traiter un bon nombre de malades dans d'autres sortes d'établissements et de réduire le coût des traitements de 200 ou de 300 p. 100, si ce n'est davantage. Il est raisonnable que le gouvernement, qu'il soit fédéral ou provincial, dépense davantage d'argent pour trouver des possibilités autres que l'hospitalisation. A long terme, ces autres solutions réduiront les frais hospitaliers et médicaux. Il me semble que la conclusion est évidente. Dans certains secteurs comme celui de l'assurance-maladie, ce dont nous avons besoin, c'est qu'on dépense plus, pas moins.

De même, il faut que le gouvernement dépense davantage, pas moins, dans le secteur du logement. S'il y a un secteur aujourd'hui où le gouvernement pourrait mater l'inflation en dépensant de l'argent, c'est bien celui du logement. Si le gouvernement avait le courage, d'abord d'obliger les banques à baisser le taux de leurs hypothèques, puis de s'engager politiquement à affecter les fonds nécessaires pour augmenter le nombre des logements, il réduirait sensiblement le coût de la vie. L'accroissement du nombre de logements et la baisse des taux hypothécaires aideraient aussi bien ceux qui louent que ceux qui veulent acheter des logements.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était imparti est écoulé.

Des voix: Continuez.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Le temps imparti au député ne peut être prolongé que sur consentement unanime de la Chambre. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

M. Broadbent: Merci, madame l'Orateur. L'augmentation des dépenses gouvernementales au chapitre du logement répondrait à un besoin humanitaire et créerait des emplois pour bien plus de 700,000 chômeurs. Elle contribuerait également à freiner l'inflation; il faut donc accroître les dépenses gouvernementales dans ce secteur et non les réduire.

Avant de terminer j'aimerais ajouter qu'en ce qui concerne la politique économique d'ensemble je crains fort que le gouvernement ne soit dans la mauvaise voie avec son programme de réglementation des revenus et des prix. A la Chambre comme à l'extérieur, le premier ministre (M. Trudeau) a dit que nous devions vivre selon nos moyens. Telle est la phrase qu'il a utilisée. Le fait est que nous ne vivons pas selon nos moyens. Par exemple, le secteur de la fabrication ne fonctionne qu'à 85 p. 100 de sa capacité. Si le gouvernement désire vraiment s'attaquer à l'inflation, il doit lancer un programme destiné à stimuler la production. Nous connaissons un taux de chômage élevé et un marasme économique, mais ce n'est pas cela qui cause l'inflation. Il faut que le gouvernement stimule l'économie. Il n'a instauré aucun programme novateur pour la rendre plus productive.

Il ne s'agit pas seulement d'augmenter ou de réduire les dépenses gouvernementales: c'est l'ensemble des dépenses du secteur privé et du secteur public qui est en cause. Le gouvernement a la grande responsabilité de prendre des décisions à l'égard des dépenses du secteur privé et du